

Conseil Economique Social et Environnemental de la Région Lorraine

Compte-rendu succinct de la séance plénière du 8 novembre 2012

Cette séance marathon a été consacrée au rapport annuel du CESEL sur la SITUATION ECONOMIQUE, sociale et environnementale de la Lorraine ainsi qu'au projet Lorraine 2020 du Conseil Régional.

Ces documents peuvent être consultés et téléchargés à partir des pages ci-après :

Rapport SITECO 2012 :

<http://ces.lorraine.eu/jahia/Jahia/lang/fr/pid/1170>

Projet Lorraine 2020 (cahiers 1 + 2 + 3) :

<http://www.lorraine.eu/cms/accueil/conseil-regional/lorraine-1/restitution-des-travaux.html>

La séance a été marquée par la posture politique du MEDEF contre Michel Dinet, Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, chargé de Lorraine 2020... alors que Jean-Pierre Masseret ne s'oppose pas aux remarques de ce même MEDEF....

Cette posture s'est illustrée les deux semaines précédant la séance où l'avis de la Commission 1 a dû être modifié pour être « votable » !

Intervention introductive de Roger Cayzelle, Président du CESEL

Comme à son habitude, Roger Cayzelle introduit la séance.

Moins consensuel qu'à l'ordinaire, nous ne pouvons que partager certaines de ses affirmations :

« ...chacun peut constater que nous sommes passés, au plus haut niveau de l'Etat, d'une période d'hyperactivité dont on ne percevait pas toujours le sens et qui aboutissait parfois à dresser les catégories sociales les unes contre les autres, à un moment marqué par une forme de prudence qui peine à tracer des perspectives malgré une prise de conscience de la gravité de la crise.

Quelles que soient les stratégies politiques mises en œuvre depuis plusieurs années, le pouvoir politique peine à fixer un cap, à renvoyer aux acteurs économiques et sociaux mais aussi à l'ensemble du corps social une photographie de ce qui est aujourd'hui à l'œuvre, un état des lieux que nous puissions partager et des objectifs autour desquels nous puissions nous mobiliser.

Nos travaux confirment ainsi que l'écart grandit sans cesse entre une partie de la France qui demeure prospère et une autre qui stagne, voire qui régresse. Au cours de la dernière décennie, la Lorraine n'a cessé de reculer. L'action des uns et des autres, quel que soit leur niveau d'intervention, n'aura permis d'inverser un solde migratoire désespérément négatif et encore moins d'engager une dynamique de création d'emplois. Nous sommes d'ailleurs totalement sous représentés dans les secteurs porteurs d'emploi, Gilbert y reviendra.

Nous avons besoin aujourd'hui de ne pas disperser nos efforts, de mieux cerner nos priorités, de sortir de nos prés carrés, d'affirmer plus fortement des éléments de différenciation en nous appuyant sur nos forces actuelles et non pas en tirant de manière artificielle des plans sur la comète.

Notre Assemblée, le CESE de Lorraine, est un lieu démocratique, où la parole est libre et où chacun peut s'exprimer. Nous ne sommes condamnés ni à l'unanimité, ni au consensus mou. Je souhaite en revanche que nous évitions à la fois la caricature et les arrière-pensées politiques. Que nous ayons clairement à l'esprit que notre région a besoin de mieux scruter son avenir, de s'engager dès maintenant dans l'action, à partir de pistes clairement identifiées. Lorraine 2020 ne constitue pas l'alpha et l'oméga de l'économie lorraine. Il peut être un des points d'ancrage. »

SITUATION ECONOMIQUE, sociale et environnementale de la Lorraine

« Une crise qui impose des choix »

Ce rapport est présenté par notre camarade Gilbert Krausener, rapporteur de la situation économique et sociale de la Lorraine.

Le diaporama de présentation peut être téléchargé à partir de

<http://ces.lorraine.eu/jahia/Jahia/lang/fr/pid/1233>

Le rapport s'appuie sur 7 défis à relever :

1. La Lorraine au cœur de la fracture territoriale qui se dessine en France
2. La spécificité de région industrielle de la Lorraine s'érode peu à peu
3. Une crise aux conséquences sociales graves : le chômage a un niveau record en Lorraine
4. Les Lorrains face aux nouveaux défis de l'emploi
5. Les pôles urbains de Metz et de Nancy, moteurs de croissance et d'emplois
6. La Lorraine européenne

Le rapport considère que la Lorraine est, et sera, confrontée à l'obligation de faire des choix et donc de prioriser ses actions. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut plus faire, mais bien dans le contexte actuel qu'on ne peut pas tout faire. Cela nécessite de se concentrer sur des filières fortes, des projets emblématiques qui sont l'une des conditions nécessaires pour développer l'emploi et renforcer l'attractivité de notre région.

Ce principe incontournable peut et doit s'appliquer dans un certain nombre d'actions que le CESE de Lorraine avait déjà explorées l'an dernier comme par exemple :

- Sur l'économie, la priorité doit être donnée à 3 ou 4 filières industrielles, fortement identitaires et différenciantes pour la Lorraine. Celle des matériaux s'impose bien évidemment (Institut de Recherche Technologique, Pôle de compétitivité Materialia, Institut Jean Lamour, ...). Mais on peut également citer le bois, l'eau et aussi l'automobile.

- Dans le domaine des infrastructures, l'heure des choix s'impose également. Au moment où se dessine une grande zone logistique à Illange, l'aménagement du Contournement Ouest de Thionville, la mise à 2x3 voies de l'A31 et le développement de l'aéroport semblent devoir être mis en avant.
- Dans le domaine de l'éducation et de la formation, nous devons réfléchir au renforcement des qualifications de haut-niveau et au développement des formations binationales.
- Sur le plan environnemental et social, la lutte contre la précarité énergétique doit être au cœur de toutes nos attentions.

Jean-Pierre Masseret intervient à la suite pour préciser que Lorraine 2020 exprime la parole des lorrains et pas celle de l'institution, mais le projet se retrouve dans les principales orientations politiques du Conseil Régional.

Pour lui, ce qui est déterminant :

- Le rôle des citoyens et, pour cela, il faut que les citoyens aient connaissance de la situation et comprennent l'organisation de ce qui les touche
- Le fractionnement de la Lorraine est un élément de difficultés, sachant que la richesse est rarement partagée.

Au sujet de la SITECO, Jean-Pierre Masseret fait les remarques suivantes :

- ❖ Il reste à agir et décider !...
- ❖ Il faut assurer les obligations du Conseil Régional dans l'équité
- ❖ Il est nécessaire de faire fonctionner le couple Etat/Région. Dans ce cadre, il exprime son opposition à un acte 3 de la décentralisation qui séparerait les deux, ce qui aurait pour conséquence un risque mécanique de différences entre régions
- ❖ Une partie de la réponse aux difficultés se trouve dans l'Europe, notamment avec l'utilisation des fonds FEDER décentralisés
- ❖ Il y a 2 thématiques essentielles :
 - L'adaptation numérique du territoire (avec un coût minimum de 900 millions d'€)
 - La transition énergétique

Il estime qu'il y a assez de débats conceptuels, il faut passer à la pratique !

C'est ainsi qu'il annonce la mise en place d'une Conférence Régionale de l'Innovation avec des dossiers d'intérêts régionaux. Evidemment, il ne considère pas que les Organisations Syndicales de salariés puissent y participer...

A la suite, le MEDEF intervient pour développer l'idée « d'une Lorraine d'abord » qui a des relents nauséabonds...

Pour sa part, la CGT intervient pour recadrer la discussion :

La SITECO est un excellent outil de diagnostic, mais la situation résulte de choix politiques.

Il est illusoire de croire que la Lorraine pourrait transformer des choix nationaux et internationaux.

Il est évident que la CGT a des opinions divergentes sur l'avenir : les dividendes, la plus-value, les salaires, etc.

Ne donnons pas l'illusion aux lorrains qu'ils s'en sortiront seuls et il y a besoin de confrontations pour avancer.

Il faut faire attention aux notions de concurrence entre Régions : tout le monde a besoin de vivre !

Lorraine 2020

Après avoir fait des rodomontades pendant deux semaines, le MEDEF a quelque peu dégonflé sa gorge tout en rappelant ses idées fixes notamment sur le coût du travail.

Il s'attaque également aux structures de coordination des transports, estimant qu'il faut supprimer les doublons et – surtout – faire des économies.

Il ne trouve le salut que dans TERRA Lorraine qui imposera ses contraintes¹.

¹ Terra Lorraine est le centre logistique chinois en Moselle...

Evidemment, le MEDEF continue sur ses poncifs : diminuer les dépenses inutiles, valoriser Gallois et Lamy qui sont des gens biens, la formation n'est utile que s'il y a un emploi, la France est le seul pays à embaucher des fonctionnaires, etc.

A noter le silence, proche de l'approbation, de Jean-Pierre Masseret...

Heureusement que Michel Dinet aura une réponse beaucoup plus claire !

La CGT est intervenue pour exposer ses convergences mais aussi divergences sur Lorraine 2020, souhaitant que le travail continue et donne de l'espoir aux lorrains :

Le rapport que nous avons examiné ce matin dresse un tableau très difficile pour notre Région. La CGT partage cette grande inquiétude.

Cela doit nous inciter à mettre définitivement de côté les discours et conflits picrocholis auxquels se livrent trop souvent les responsables lorrains...

Pourquoi ? : Dans leur quotidien, les lorrains souffrent et sont de plus en plus nombreux à être exclus d'un véritable emploi... Nombreux sont ceux - enfants et jeunes compris - qui perdent l'accès à une vie agréable et qui voient leur avenir s'obscurcir !

Dans le même temps, privilégiant la finance et les dividendes au détriment de l'investissement productif, des grands groupes - sur notre territoire y compris - entraînent dans leur rabougrissement des PME sous-traitantes, des artisans, des commerçants, des villes et des bourgs.

Nous avons besoin d'actions fortes et coordonnées, mais nous ne pouvons nous satisfaire de réponses purement lorraines.

En effet, les décisions prises dans notre région s'avéreront inefficaces tant que des mesures, que nous appelons de nos vœux, ne seront

pas mises en œuvre et déclinées au plan régional, national et européen.

Sans ordre hiérarchique :

- Un accès facilité au crédit pour les TPE et PME. Crédit dont le taux serait d'autant plus abaissé que l'entreprise investirait, favoriserait la recherche et le développement, créerait de l'emploi, mènerait des politiques salariales et de formation à la hauteur des besoins des salariés, des privés d'emploi, et des populations des territoires sur lesquels elles sont implantées.
- L'octroi de droits nouveaux pour les Représentants du Personnel en matière économique au sein des CE et des CA pour faire valoir d'autres critères de gestion tels que la RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale des Entreprises).
- La possibilité donnée à l'Etat et à une Collectivité concernée par la fermeture d'un Etablissement d'un grand groupe de disposer des moyens légaux d'imposer un repreneur.
- Le contrôle citoyen des fonds publics octroyés aux entreprises sous forme, par exemple, de réductions fiscales ainsi que le contrôle de l'utilisation

des exonérations des cotisations sociales payées par nos impôts. Servent-elles à créer de l'emploi ou à alimenter la financiarisation via l'optimisation fiscale et les paradis fiscaux ?

- L'instauration de nouvelles relations entre les grands groupes donneurs d'ordre et le PME sous-traitantes afin d'empêcher la pression dévastatrice qui s'exerce sur ces dernières en matière d'emplois et de coûts de production.
- La remise en cause de l'euro fort qu'incite certains grands groupes à délocaliser leur sous-traitance en zone dollar pour doper leurs exportations

N'oublions pas non plus que la Lorraine se construit aussi au sein de la Grande Région, ce qui nécessite que nous poursuivions nos coopérations économiques avec nos partenaires frontaliers, mais aussi et surtout que nous travaillions à une harmonisation sociale et fiscale.

Des territoires entiers sont en train de perdre leur identité économique et industrielle, entraînant les services publics et les emplois dans leur délitement.

Chacun peut citer des entreprises qui ferment, des services et associations qui disparaissent, des salariés qui perdent leur emploi.

La presse régionale, avec ses pages locales, se limite à quelques exemples mais peu de nos concitoyens lorrains ont aussi une perception complète de l'ensemble des destructions d'emplois dans la région...

A travers la SITECO 2012, le CESEL sonne le tocsin.

Avec Lorraine 2020, le Conseil Régional tente de donner une visibilité à la situation et aux axes à développer.

La CGT salue ce processus de construction intéressant en ce qu'il veut construire un avenir en y associant l'ensemble des forces vives de la Lorraine.

Néanmoins, nous pensons qu'il souffre sans doute d'avoir voulu intégrer toutes les contributions de chaque acteur, chacun pour la partie qui le concerne. Au risque parfois d'en obscurcir parfois les orientations...

Le document aurait certainement mérité de s'attacher davantage à l'essentiel et de mieux mettre en avant une action publique au service de l'emploi et des lorrains.

Ce document ne peut être qu'incomplet car ne pouvant remettre en cause les politiques nationales et européennes. Il ne peut que constater les dégâts causés par la RGPP et le manque d'ambition de l'Etat dans la Région.

Lorraine 2020 demanderait une clarification sur la politique des filières. Actuellement tout le monde en parle...mais on ne voit peu de choses concrètes émerger !

Tous, nous nous accordons ici sur un point essentiel, celui d'une situation économique et sociale extrêmement grave vécue par notre région et bien au-delà, par notre pays et l'Europe.

Chaque situation fait l'objet d'une analyse particulière mais, sur le fond, il est légitime de s'interroger sur le modèle de société conduisant à ces situations.

Il y a bien quelque part des responsabilités et sans doute d'autres manières de faire, d'entreprendre et de créer pour changer ce cycle infernal de la déstructuration de la vie sociale par la destruction massive des emplois.

Soutenir une démarche de rénovation de l'espace régional est une lecture possible de Lorraine 2020! Cela engage ceux qui s'expriment ainsi. Cela peut se faire sans pour

autant être une caution de la politique menée par la majorité du Conseil Régional. L'heure ne peut être au désengagement en face des responsabilités qui relèvent effectivement de choix concernant l'avenir de la Lorraine.

Comme syndicalistes, membres de la CGT Lorraine, nous ne pouvons nous satisfaire d'une position qui se voudrait neutre et consensuelle au sein d'une assemblée qui se trouverait ainsi placée « au-dessus de la mêlée » en distribuant satisfécits et mauvais points alors que l'avenir de notre région repose sur l'engagement de tous ses acteurs.

Créer les conditions d'un véritable dialogue social, dessiner la perspective d'une véritable mutation économique, sociale, culturelle et environnementale dans le grand espace régional peut être considéré comme totalement utopique par les uns et absolument indispensable pour les autres. Nous nous inscrivons bien entendu dans cette deuxième catégorie car il est impensable de poursuivre aujourd'hui, ici comme ailleurs sur ce chemin conduisant à des catastrophes sociales.

C'est sur l'ouverture à une véritable prise en compte des propositions et des attentes des salariés et de tous les habitants de la région que doit se conduire Lorraine 2020.

Pour leur part, les syndicats CGT travaillent à des propositions concrètes dans le cadre d'une politique de filières, je pourrais citer l'aciérie électrique à Gandrange, la Chimie sur la plateforme de Carling, la déconstruction des meubles, la création d'une usine de pâte à papier dans les Vosges, par exemple.

La question de la mise en œuvre du projet Lorraine 2020 est essentielle, tout comme son évaluation permanente qui doit permettre une véritable mise en responsabilité de tous les acteurs de la « société lorraine » et la concrétisation d'un véritable dialogue social

ouvert à tous les niveaux de décisions : entreprise- collectivités territoriales- Etat- Grande Région...

Nous pensons que la presse régionale – comme l'ensemble des médias – a un vrai rôle à jouer. Sans vouloir nous immiscer dans son fonctionnement, nous souhaitons qu'elle renonce à mettre en avant les petites phrases présentées et scénarisées comme assassines entre tel ou tel responsables des institutions lorraines. Nous souhaitons qu'elle s'attache à mieux rendre compte de nos débats et de la diversité des avis et propositions, la plupart du temps constructives, qui s'y expriment.

En prenant acte du Projet Lorraine 2020, la CGT s'inscrit positivement dans une démarche qu'elle approuve et soutient.

La délégation CGT, comme son Organisation Régionale, reste disponible pour discuter tant qu'il le faudra à travers de réelles concertations avec les personnels et populations concernés dans le Projet, celles avec lesquelles nous sommes en accord comme celles auxquelles nous sommes en désaccords, l'application de la Loi HPST dans l'Est Mosellan comme sur une partie du dossier ferroviaire, par exemple.

Enfin, nous ne pouvons laisser passer, sans le condamner, le contenu de la lettre du MEDEF adressée au Conseil Régional qui participe à une posture politicienne (déjà entrevue au niveau national) sans tenir compte de ses propres responsabilités. Cette sorte de lobbying nous semble déplacé et au détriment de l'intérêt des lorrains.

Bien que nuancée par rapport à certains aspects de l'avis de la C1, la Délégation CGT votera néanmoins le projet d'avis soumis au vote.

Dans sa réponse au CESEL, Michel Dinet rappelle que ce ne sont pas les entreprises à mettre au pilori mais bien la finance au niveau mondial.

Pour lui, la lettre du MEDEF, c'est la lutte de classe à l'envers !

Il reconnaît que la démarche Lorraine 2020 induit un effet d'empilement qu'il va falloir corriger.

Dans son esprit, le travail n'est pas clos et doit continuer.

Il estime que les lorrains sont plus unitaires que leurs responsables, surtout que l'on ne peut pas faire une Région par l'addition des nombrils !

Si l'emploi est bien une question prioritaire, la formation est un élément majeur !

Il considère que la stratégie pour l'emploi et le vivre ensemble passent par l'engagement des citoyens...

En définitive, une journée avec des documents importants mais la vie difficile des gens et des salariés ne transparait pas beaucoup dans nombre d'interventions. Les constats sont partagés mais pas les responsabilités et il est compliqué de mettre en avant des voies transformatrices et d'espoir... Heureusement encore que la délégation CGT essaie d'y porter la voix de ceux qui souffrent.